

FRANCE

Les socialistes se déchirent, faisant craindre un éclatement du parti

Martine Aubry ou Ségolène Royal, les socialistes continuaient de se déchirer hier autour de l'élection contestée de leur chef, laissant craindre une scission du deuxième parti de France, incapable de s'organiser face à la majorité de droite en vue de la présidentielle de 2012.

«Tant de haine», titrait le *Journal du dimanche*, soulignant que le Parti socialiste était «confronté au cauchemar de la scission». «La fracture», titrait *Le Parisien* hier au milieu du dessin de la rose du PS coupée en deux. Face à face, les camps de l'ancienne ministre Martine Aubry, 58 ans, tenante de la gauche du parti et architecte de la loi sur les 35 heures de travail par semaine, et de l'ex-candidate à la présidentielle de 2007 Ségolène Royal, 55 ans, partisane d'une «rénovation» du PS sans exclure une ouverture au centre.

Selon les chiffres publiés samedi par la direction du PS, Martine Aubry est arrivée première lors du vote des militants avec une très légère avance de 42 voix sur sa rivale. Faux, rétorque le camp de Ségolène Royal qui crie au complot pour l'évincer, dénonce des «tricheries» et exige un nouveau vote.

Les deux camps évoquent des fraudes et les décomptes ont été vérifiés dans certaines fédérations comme en Gironde (sud-ouest) où des erreurs ont été relevées. Une «commission électorale fédérale se réunira lundi» et «tous les résultats, qui ont déjà été recomptés, le seront de nouveau», a affirmé hier Alain Anziani, mandataire de Martine Aubry. Un conseil national est prévu mardi pour trancher. «Je serai le premier secrétaire de tous les militants socialistes», a affirmé hier Martine Aubry, immédiatement contestée par Ségolène Royal qui a critiqué sa rivale pour s'être «autoproclamée» nouveau chef du parti alors que le

décompte n'est pas validé. Cette guerre des chiffres et des mots fait craindre un éclatement du deuxième parti de France ou du moins des divisions profondes qui le rendent ingouvernable, soulignent la presse et les analystes. Le PS «est coupé en deux», relève *Le Parisien Dimanche*, entre deux lignes politiques difficilement conciliables : celle de Martine Aubry, «ancrée à gauche, opposée à toute alliance avec le centre», et celle de Ségolène Royal qui prône «une souplesse dans les alliances et un parti de masse à l'américaine».

Cette crise ouverte est l'aboutissement de mois de luttes d'influence qui se sont soldées par l'échec du PS à voter un projet commun lors du congrès de Reims (est) la semaine précédente.

Le leader de la gauche du parti, Benoit Hamon, arrivé troisième au premier tour et qui s'est rallié à Martine Aubry, a dit craindre pour l'avenir de son parti. «Aujourd'hui, l'unité du Parti socialiste est en cause. Et son existence même», s'alarme-t-il dans la presse régionale.

Le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants Jean-Marie Bockel, ex-PS rallié à la majorité de droite du président Nicolas Sarkozy, voit dans cette crise «l'aboutissement tragique d'un processus de désagrégation» entamé depuis dix ans. Cette crise, l'une des plus graves qu'ait connues ce parti, semble en tout cas devoir éloigner le PS du sursaut qu'il espérait tirer de la désignation d'un nouveau leader qui, pour la première



Tensions entre les partisans de Martine Aubry et Ségolène Royal.

Photo : DR

fois, est une femme. Les socialistes ont essuyé trois échecs successifs à la présidentielle après les 14 années de présidence de François Mitterrand (1981-1995). Et une longue guerre des chefs l'a rendu

quasi-inaudible face à un «hyper-président» Nicolas Sarkozy qui a intégré plusieurs membres du PS au gouvernement et multiplié les annonces pour faire face à la crise bancaire et économique.

AFGHANISTAN

Renforts américains en janvier à la frontière avec le Pakistan

Une brigade américaine de 3 500 à 4 400 hommes va être envoyée en renfort en janvier 2009 en Afghanistan et déployée dans l'est du pays, afin d'aider à lutter contre les infiltrations d'insurgés depuis le Pakistan, a annoncé hier un porte-parole de l'armée américaine.

Cette brigade fait partie des renforts réclamés par les responsables militaires américains, qui pourraient se monter au total à 20 000 soldats, a poursuivi le colonel Greg Julian lors d'une conférence de presse à Kaboul. «La première brigade sera déployée dans le commandement régional Est, dans des zones qui ne sont actuellement pas couvertes», a expliqué le porte-parole. Le com-

mandement Est comprend une dizaine de provinces, pour beaucoup frontalières du Pakistan, en particulier de ses zones tribales où les talibans et Al-Qaïda ont reconstitué leurs forces. Quelque 165 postes frontières doivent être bâtis pour aider à lutter contre les infiltrations d'insurgés depuis le Pakistan, a ajouté le colonel Julian. L'Afghanistan partage avec le Pakistan une frontière de 2 430 km, à l'est et au sud.

Les autorités afghanes demandent depuis longtemps à la coalition de se concentrer sur les sanctuaires des insurgés au Pakistan, où les Américains ont multiplié les frappes aériennes ces derniers mois, sans toutefois les revendiquer. Au total, le général américain David McKiernan, qui commande les forces internationales en Afghanistan, a demandé l'envoi dans les pro-

chains mois de trois brigades de combat en renfort, ainsi que des unités de soutien (aérien et de renseignement), pour un total qui pourrait atteindre 20 000 hommes selon le colonel Julian.

«L'envoi de ces renforts dépend toutefois de l'amélioration de la situation en Irak, afin que de nouvelles troupes soient disponibles, et avec l'accord du gouvernement afghan», a-t-il rappelé. Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis.

Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de près de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan, l'autre sous commandement américain (Operation Enduring Freedom).

DARFOUR

Une rencontre entre les présidents Béchir et Deby prévue au Qatar

Le président soudanais, Omar el-Béchir, doit rencontrer son homologue tchadien, Idriss Deby Itno, dans les jours à venir en marge d'une conférence internationale au Qatar, a indiqué hier un porte-parole à Khartoum.

«Le président Béchir présidera la délégation soudanaise lors du sommet du développement et Deby présidera la tchadienne. En marge de ce sommet, il rencontrera Deby et d'autres présidents», a affirmé Imad Saïd Ahmed. Le secrétaire général

de l'ONU, Ban Ki-moon, avec l'aide du Qatar, a convoqué un sommet sur la crise financière internationale le 28 novembre à Doha, la veille d'un sommet sur le financement du développement qui se tiendra dans la même ville du 29 novembre au 2

décembre. Le Qatar organise également une conférence devant réunir le gouvernement soudanais et les rebelles du Darfour, qui s'affrontent depuis 2003 dans cette province de l'ouest du Soudan.

Après une nouvelle brouille de six mois, le Soudan et le Tchad ont renoué le 9 novembre leurs relations diplomatiques avec échange d'ambassadeurs. Le Soudan avait rompu

en mai ses relations diplomatiques avec le Tchad après une attaque de rebelles du Darfour visant Khartoum, affirmant que N'Djamena était derrière ce raid. Le Tchad soutient, lui, avoir subi 28 attaques venues du Soudan, dont celle des 2 et 3 février 2008, au cours de laquelle des rebelles avaient investi sa capitale et étaient à deux doigts de renverser le président Deby.

GUINÉE BISSAU

«Echec de la mutinerie», selon le président Vieira

Le président bissau-guinéen, Joao Bernardo Vieira, a annoncé hier au président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, que la mutinerie de militaires contre lui avait échoué, selon un communiqué transmis à l'AFP à Addis Abeba.

M. Ping «continue de suivre de près la situation en Guinée Bissau. A cet égard, il vient d'avoir une nouvelle conversation téléphonique avec le président Joao Bernardo Vieira qui l'a informé de l'échec de la mutinerie qui a éclaté ce matin (hier, ndr), même si la situation demeure encore précaire et, comme telle, requiert une attention soutenue», indique le texte.

Des militaires ont attaqué hier la résidence du président Vieira, une semaine après des élections législatives censées apporter la stabilité à ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, plaque tournante du trafic de cocaïne sud-américaine vers l'Europe.

L'opération a été menée par un groupe de militaires qui a attaqué vers 3h (locales et GMT) des éléments de la police d'intervention rapide chargés depuis une tentative de coup d'Etat le 6 août de la sécurité du chef de l'Etat.

Les échanges de feu ont fait au moins un mort et plusieurs blessés, selon un responsable du ministère de l'Intérieur bissau-guinéen.

«Le président de la Commission a saisi l'occasion de cet entretien pour réitérer l'attachement indéfectible de l'UA au respect de la légalité et sa détermination à ne ménager aucun effort pour tourner définitivement la page des coups d'Etat sur le continent, conformément aux instruments de l'UA sur les changements anticonstitutionnels de gouvernements», souligne l'UA.

M. Ping «renouvelle son appel à tous les acteurs politiques et autres de la Guinée Bissau pour qu'ils appuient les institutions démocratiques de leur pays et travaillent à leur renforcement», indique l'UA.

L'UA «envisage de dépêcher prochainement un émissaire en Guinée Bissau et dans la région, aux fins d'évaluer la situation avec les autorités de ce pays, ainsi qu'avec les dirigeants régionaux et les responsables de la Cédéao» (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest).

L'UA avait dans la matinée rejeté «par avance toute tentative de prise de pouvoir par la force» dans cette ancienne colonie portugaise, classée parmi les pays les plus pauvres du monde et très instable politiquement.

M. Ping a rappelé que le scrutin du 16 novembre s'était déroulé «dans des conditions jugées satisfaisantes par l'ensemble des observateurs internationaux, y compris ceux de l'UA».